Auteur :
Harimino Elisé ASINOME, Docteur en Histoire contemporaine, Enseignant-chercheur à l'Université de Tuléar, Chercheur associé à l'Institut Ralaimongo d'Histoire et Etudes politiques, Madagascar

Titre :
Dynamismes et défis dans les contextes des crises socio-politiques. Rôles des systèmes éducatifs malgaches.

5ème APPEL À COMMUNICATIONS
Transformation politique, désordre informationnel, dynamique sociale et paix.

Texte :

Quatre crises sociopolitiques majeures ont éclaté à Madagascar après l'Indépendance, entraînant la chute du régime en placeet provoquant par la suite la situation catastrophique du pays. Des personnalités ou des groupes de personnes ont agi comme médiateurs pour résoudre les conflits ou apaiser la tension pendant ces événements qui ont bouleversé le pays. Mais, le résultat n'a pas pu répondre à l'attente même si les malgaches sont connus par le pacifisme et la notion de fihavanana (cohésion). Les rivalités tribales se cachent derrière les revendications politiques. Comment expliquer ce paradigme ? Quels impacts sur le système éducatif ont été observés suite à ces crises socio-politiques ? Quels sont les dispositifs à prendre pour éviter le conflit ?

Notre contribution consiste à retracer l'évolution des systèmes éducatifs et de recherche, en relation avec la promotion de la culture de la paix depuis l'Indépendance. En analysant les caractéristiques de chaque crise et leur impact sur le système éducatif de la Grande-Île, nous mettons en lumière les efforts déployés par les gouvernements successifs et les forces vives de la nation pour instaurer et promouvoir une culture de la paix fondée sur le fihavanana.

I. Un système éducatif au service de la construction d'un Etat-nation (1960-1975)

1. Aperçu historique de l'éducation à Madagascar

Dans le contexte de l'expansion de la religion chrétienne où les premières écoles apparaissent à Madagascar, les religieux de la London Missionary Society ont créé l'école pour mieux encadrer la population et donner les bases d'instructions. De leur côté, les souverains de l'époque en tirent profit d'avoir des personnes instruites pouvant développer des compétences auprès des étrangers car cette opportunité permet au royaume d'assurer l'ouverture de Madagascar dans le domaine du commerce et de la culture.

A Madagascar, les implications religieuses et politiques dans la formation d'un peuple remontent au début de XIXeme siècle; au temps du roi Radama nous assistons à la naissance de la première institution scolaire à Madagascar en 1862. Dans cette situation, la religion et le pouvoir d'État sont interdépendants dans leur rôle pour former un peuple.A cette période,ces écoles naissantes, à la fois confessionnelles et malgaches sont intégrées même aux communautés villageoises (fokonolona) qui s'impliquent effectivement à la création et au fonctionnement de celles-ci.[1]

En outre, les missions chrétiennes attachent de l'importance à la mise en place d'établissements scolaires pour consolider leurs objectifs de civilisation et de moralité en terre malgache. Il ne s'agit pas encore d'un système éducatif sur l'ensemble du territoire. En étant intégré dans la dynamique économique et sociale, il joue un rôle dans le changement des relations sociales et dans la transformation de la structure sociale.Certains groupes sociaux émergent dans la société grâceà l'éducation et s'insèrent dans la classe dirigeante. Les membres de la bourgeoisie administrative et commerciale ont réussi à tirer parti du système d'éducation instauré par les missionnaires britanniques.[2]

Pour les malgaches, l'enseignement constitue un moyen d'accéder ou maintenir un statut socio-économique que les parents projettent pour leurs enfants en vue des carrières soit dans l'administration soit dans le commerce. De plus, l'enseignement, enjeu de la compétition sociale, constitue la seule chance d'ascension sociale pour les catégories sociales défavorisées.[3]

Puis la colonisation a permis à certains groupes sociaux de profiter d'un système d'enseignement qui vise à former une élite assimilée. Les écoles coloniales ont formé aussi les cadres subalternes du régime colonial pour des taches nécessaires au fonctionnement du rouage administratif et aux efforts d'échanges commerciaux et économiques de la colonie. Des agents relais en milieu rural sont formés pour assurer certaines tâches auprès des concessions agricoles et des unités de production et vente des produits agricoles.

En 1899, Gallieni a exposé les objectifs fondamentaux de l'enseignement dans la colonie de Madagascar en mettant l'accent sur l'attente de la colonie aux jeunes Malgaches : devenir des sujets

[1] « L'enseignement primaire à Madagascar », N°1731, Lumière 6 Juillet 1969

[22] P. HUGON, L'enseignement, enjeu de la compétition sociale à Madagascar, In: Tiers-Monde. 1974, tome 15 n°59-60. Education et développement. L'école et le Tiers-Monde en 1974 (sous la direction) pp. 491-510.

[33] P. HUGON, *Ibid. ;*

fidèles et obéissants de la France. Un arrêté du 25 janvier 1904 a établi les objectifs de l'enseignement officiel, qui sont en premier lieu à « développer chez les jeunes malgaches les sentiments de fidélité envers la France et de les initier à nos idées et à nos coutumes » puis donner à l'enseignement des indigènes un caractère industriel, agricole et commercial, de manière à pouvoir, d'une part procurer aux colons et aux divers services publics de la Colonie des collaborateurs et agents instruits et exercés, de l'autre, fournir aux élèves les moyens d'apprendre un métier… »[4].De plus, l'enseignement pour les Malgaches vise à obtenir, dans la colonie, un nombre limité d'élèves ayant assimilé les valeurs européennes et adhéré au système métropolitain.[5]

Avec l'institution scolaire, l'administration coloniale a espéré de disposer d'un instrument d'éducation au sein de l'état français, dont les programmes scolaires visent à répondre aux besoins de la colonie dans tous les secteurs d'activités politiques, économiques et socioculturelles.« Gallieni lance un enseignement officiel laïque et surtout des écoles régionales pour former des artisans ainsi qu'une main-d'œuvre agricole éclairée (et récupérable par les colons ?) Les écoles régionales deviennent des écoles normales et administratives répondant au besoin croissant de fonctionnaires indigènes pour encadrer les populations. »[6] En effet, d'après Philippe Hugon, L'enseignement favorise l'intégration des élèves dans les structures sociales. Il répond également aux besoins du pouvoir colonial de disposer des agents subalternes dans le secteur tertiaire du système colonial (employés de bureau, interprètes, fonctionnaires, infirmiers).[7]

Cependant, l'accès au cycle supérieur du système éducatif est réservé à une infime minorité de fils de colons et de Malgaches citoyens français.Il faut attendre la seconde guerre mondiale, pour que les lycées soient ouverts aux non-citoyens français. Cela prouve une fois de plus que l'école est devenue le lieu privilégié pour l'ascension sociale.

2. Pour la formation des élites nationaux

Avant même de la date de proclamation de l'Indépendance, une ordonnance du 60-049 du 20/06/60 a institué le Ministère de l'Education Nationale des Affaires Culturelles (MENAC). Trois cyclessont proposés aux malgaches dont le Primaire pour une durée de 6ans EPP (du CP1 au CM2), au niveau des Communes. Le cycle Secondaire au lycée (de la 6éme à la Terminale) se trouve au niveau des Préfectures. La langue d'enseignement est essentiellement le français. Les futurs enseignants sont formés dans le collège normal au niveau provincial.

Cette organisation fait partie de legs que la nouvelle nation a pu bénéficier des institutions scolaires et qui constitue de ses réalisations les plus marquantes et la justification aux yeux d'une partie de l'opinion publique de la politique de coopération avec la France.C'est ainsi que la politique scolaire est calquée sur celle de l'ancienne puissance coloniale. « Concrètement, en gardant identiques et « valables de plein droit » sur le territoire français la formation et les diplômes délivrés sur le territoire malgache. »

[4] F. RAISON, « Quelques notes pour un historique de l'enseignement à Madagascar », Lumière, N°1757, 11 janvier 1970

[5] P. HUGON, « La crise de l'enseignement, quelles réformes possibles », Lumière, N°1733, 20 juillet 1969

[6] F. RAISON, « Quelques notes pour un historique de l'enseignement à Madagascar », *Op.cit., 1970*

[7] P. HUGON, « La crise de l'enseignement, quelles réformes possibles », *Op.cit., 1969*

Dans le contexte de construction d'un Etat-nation, le système éducatif de l'époque s'organise pour répondre aux besoins du pays, dans le but d'avoir des élites nationales qui contribuent aux efforts de développement économique du pays.Cependant, après l'indépendance de 1960, la gestion des affaires nationales a été renforcéeau profit d'une oligarchie nationale et internationale constituée de dirigeants, d'industriels et de commerçants.

Bref, Durant la première République malgache, le système éducatif se développe en tenant compte de la continuité d'un système d'enseignement principalement français, notamment à partir du cycle secondaire. Madagascar reste aligné en particulier sur la France et sur le monde occidental en général, jusqu'aux événements de mai 1972.

3. Le système d'enseignement supérieur et de recherche à Madagascar

Considérée comme un cadeau de la France, une université a été créée à Antananarivo en 1962 dont quelques facultés sont ouvertes aux étudiants : médecine, science, lettres, droit,… D'ailleurs, les accords de coopération, signés entre la France et Madagascar le 27 juin 1960, ont établi, dans le septième point, l'implication de la France dans le domaine de l'éducation: « sur la coopération en matière d'enseignement supérieur ».

En 1960, alors qu'elle accédait à l'indépendance, la Madagascar a initié la création d'une université, affirmant ainsi l'importance de l'éducation dans le développement de l'État et pour son futur. Conformément aux Accords de Coopération franco-malgaches relatifs à l'enseignement supérieur, la Fondation Nationale de l'Enseignement Supérieur inclut l'Université de Madagascar et d'autres établissements d'enseignement secondaire, suite à une ordonnance en date du 27 juin 1960. Ce document met en avant plusieurs éléments clés, parmi lesquels les points suivants sont considérés comme les plus significatifs :
- « la République française s'engage à assurer à Madagascar un enseignement supérieur égal en qualité à celui des universités et établissements d'enseignement supérieur français »,

- « elle (la République française) prend la charge exclusive des personnels qu'elle nomme en accord avec la République malgache et qui continuent à être soumis aux statuts des personnels de l'enseignement supérieur français »,

- « elle (la République française) contribue aux dépenses d'équipement et de fonctionnement ».

En outre, la France a apporté un soutien significatif au projet de création de l'Université, touchant à plusieurs domaines. « L'infrastructure de l'Université est prise intégralement en charge par la France, s'y ajoutent le paiement du personnel français et la quote-part française à l'équipement et au fonctionnement. » Autrement dit, il s'agit d'un cadeau de l'ancienne puissance coloniale à la jeune nation qui cherche sa voie et se charge de son destin.

Ainsi, le président a exprimé un vif enthousiasme pour le projet visant à améliorer le secteur de l'enseignement supérieur : « Dans l'aide que nous avons reçue de la France depuis notre jeune indépendance, aucune peut-être n'a été plus importante pour l'avenir de notre pays que la construction de cette université. La lutte des nations jeunes pour leur développement impose un immense effort, au sein duquel un rôle essentiel revient à l'Université. Ce rôle est d'abord évidemment de former les cadres supérieurs nécessaires, notamment les cadres scientifiques et

techniques dont dépend l'autonomie du développement.» La mission essentielle de cette institution universitaire réside dans la formation de cadres supérieurs, indispensables à la construction d'un État-nation et à son essor économique.

Par conséquent, la définition des cadres institutionnels s'avère indispensable pour répondre aux impératifs du pays. Les autorités malgaches ont constamment pris part à des réunions de haut niveau liées à cette question.

Lors de la conférence de Lagos en 1964, Madagascar était représenté, dans le cadre d'une initiative conjointe de l'UNESCO et de la CEA, destinée à formuler les principes d'une politique scientifique.[8] Pour chaque nation, les éléments escomptés sont les suivants :

-créer une organisation nationale chargée de définir une politique scientifique, et de coordonner ses activités en ce domaine, pour chaque Etat.

-constituer des équipes de chercheurs, composées d'un chercheur confirmé, de trois assistants diplômés et de deux techniciens, avec un budget de 50.000 dollars.

- s'efforcer de former et d'obtenir 200 travailleurs scientifiques par million d'habitants : pour Madagascar, cela ferait donc déjà 1.400 chercheurs.

- essayer de consacrer à la recherche au moins 0,5% de son produit national brut, et ces Instituts nationaux de la Recherche devraient être ouverts à des participants étrangers : la science comme la pensée ignore les barrières des frontières.

Puis, à Addis-Abeba, du 5 au 16 octobre 1970, s'est tenu un colloque africano-malgache sur l'utilisation de la science et de la technique. Ce colloque entre dans le cadre de la prise de conscience par les africains et malgaches de la place et du rôle des chercheurs scientifiques : il faut définir les voies et les moyens qui permettent d'en assumer la réalisation, pour le développement économique et humain.[9]

Les dirigeants ont participé aux sommets de haut niveau. Du coté des jeunes malgaches, une série de congrès a été organisé pour discuter sur les orientations du système d'enseignement à Madagascar. En avril 1969, parmi les résolutions du 4e congrès de la FAEM, les congressistes ont revendiqué: « le besoin de former des cadres conscients des « réalités nationales », proches du peuple, capables de satisfaire aux demandes économiques et culturelles de la masse ; de multiplier les instituts décentralisés, enfin et surtout le besoin de « décrocher » l'université » de la France afin d'avoir une université pour Malgaches et pour Madagascar. »[10]

A son retour de la conférence des ministres de l'Education nationale africains et malgache à Kinshasa, le Ministre a profité lors d'une rencontre avec la presse pour répondre aux sujets brulants de l'époque comme la nécessité de la réformedu système scolaire qui doit correspondre aux réalités du pays : « Personne ne s'est jamais essayé à définir ces réalités. On connait assez les besoins réels du pays, aujourd'hui et demain, pour orienter davantage les étudiants d'abord vers les branches les

[8] « Etudiants…chercheurs », Lumière, N°1799, 8 novembre 1970

[9] « Etudiants…chercheurs », *Op.cit., 1970*

[10] « Compte rendu du 4e congrès de la FAEM », Lumière, 20 avril 1969, N°1720

plus utiles et, à l'intérieur des différentes disciplines, pour aménager des programmes qui, sans être identiques, permettraient un enseignement mieux adapté. »[11]

Mais le fond du problème se trouve aussi au niveau de l'identification de ces réalités, le ministre a donc rajouté « Les réalités du pays, qui est ce qui les a définies ? Tout le monde le dit : adaptez l'enseignement aux réalités du pays ; mais personne n'a dit quelles sont ces réalités du pays, personne. Et si je pose la question : Oh ! Définissez-les : vous êtes responsable ! à cela, c'est je n'admets pas. »[12] Ce propos témoigne le souci du régime de Philibert Tsiranana en matière de recherches scientifiques visant à identifier les réalités et à répertorier les besoins du pays.

Cependant, le manque de compétences pour atteindre les objectifs est un défi majeur pour la recherche scientifique à Madagascar.Depuis la colonisation, quelques structures sont déjà en place, tout de même, commel'Office de Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (ORSTOM), le Groupement d'études et de recherches pour le développement l'agronomie tropicale (GERDAT) et l'Institut Pasteur.

Par ailleurs, les années 60 et 70 s'avèrent une période prospère pour la recherche sur le terrain tropical où des anciens collaborateurs coloniaux en pleine reconversion et des nouvelles générations de chercheurs ont effectué d'importants travaux de recherches. De plus, à cette période, l'essor des sciences sociales contemporaines orientées vers l'Afrique s'est accompagné de recherches approfondies sur les enjeux politiques et culturels qui caractérisent le continent.[13]

4. Une série de réformes au profit de la malgachisation

Dans le contexte du processus de décolonisation de l'après deuxième guerre mondiale, l'enseignement colonial se transforme en enseignement français (dépendant de l'université et de l'académie de Montpellier). Les élites malgaches-et la situation est presque identique presque partout en Afrique à ce stade-veulent que l'enseignement soit à 100% français et font supprimer les cours de malgache et les programmes particuliers de sciences et travaux pratiques adaptés au pays.[14]Puis, au moment de l'Indépendance du pays ; selon la Constitution, adopté le 29 avril 1959, le malgache et le français sont toutes deux langues nationales. Ce qui explique l'effort du régime « d'en faire un dosage égal dans l'enseignement secondaire. »[15]

Le gouvernement essaie de trouver l'équilibre entre ces deux langues tout en tentant d'accorder une attention particulière à la langue malgache. Une évolution longuement préparée concerne la malgachisation du système éducatif. Parce quedéjà, le 1er avril 1959, convaincu de la nécessité de réforme pour l'enseignement, le Ministre des Affaires sociales qui est en charge de la question Education nationale de l'époque, Laurent Botokeky, a appuyé l'initiative du Centre d'Etudes et

[11] « M Botokeky évoque deux grands problèmes de l'enseignement supérieur : identité des diplômes et participation. », Lumière, N°1708, 26 janvier 1969

[12] « M Botokeky évoque deux grands problèmes de l'enseignement supérieur : identité des diplômes et participation. », *Ibid., 1969*

[13] J. COPANS, « DOZON, Jean-Pierre. — Frères et sujets. La France et l'Afrique en perspective. Paris, Flammarion, 2003, 350 p. ; BANCEL, Nicolas, BLANCHARD, Pascal & VERGÈS, Françoise. — La République coloniale. Essai sur une utopie. Paris, Albin Michel, 2003, 172 p. », Cahiers d'études africaines

[14] « L'enseignement primaire à Madagascar », *Op.cit., 1969*

[15] « L'enseignement du malgache dans l'enseignement secondaire. Les travaux du dernier Colloque de Tananarive.», Lumière, N°1797, 25 octobre 1970

d'Informations sur la langue et la civilisation malgaches, en inaugurant, à l'Ecole normale Le Myre de Villers, une première réunion des professeurs de malgache de l'Enseignement secondaire.A l'appel du Ministre, ils ont conçu une méthode d'enseignement qui unifie l'étude du malgache dans les différentes classes, en incluant même une grande partie de l'histoire et de la géographie de Madagascar.

Effectivement, la poursuite de ce projet a été soulignée par le Recteur de la Faculté des lettres, Siméon Rajaona, dans son discours d'ouverture du colloque en mars1964 : « Quoique encore en pleine période de la loi cadre, dès le lendemain de la proclamation de la République Malgache, le Ministre, sentant la nécessité historique, plus ou moins lointaine, de la malgachisation de l'enseignement, avait vu dans cette réunion une préparation à cette malgachisation. »[16]Quelques années après, les professeurs se sont réunis de nouveau dans l'objectif de réviser le programme malgache à la lumière de l'expérience des six dernières années,dans le cadre du colloque sur l'enseignement du malgache dans le secondaire, organisé à l'Université le mardi 22 septembre 1970.

Confiant de l'issue de cette réunion, Siméon Rajaona a affiché son détermination devant un parterre de centaines de professeurs de l'enseignement public et de l'enseignement privé : « Quoi qu'il en soit, nous y mettrons bon ordre, et maintenant qu'il nous est permis de réorganiser notre enseignement secondaire selon nos propres vues et nos propres exigences, le temps n'est plus lointain où la langue malgache retrouvera sa vraie place…mais cette évolution, il faut la préparer dès maintenant. »[17]

De son coté, Laurent Botokeky, ministre des affaires culturelles a réitéré dans son discours inaugural la réforme du système d'enseignement qui doit se porter sur la considération de la langue malgache, sans négliger l'importance du Français. Ce colloque a pour but fondamental d'analyser les éléments qui permettent à la langue malgache de servir de langue culturelle, seule lors du premier cycle et en complément du français dès le second cycle.Ce qui ne diminue pas l'importance du français « langue d'ouverture sur le reste du monde.

L'adaptation de l'enseignement conformément à la réalité reste un terrain majeur pour le gouvernement de Tsiranana dans le contexte post-colonial de gestion des affaires nationales. Cependant, il a pu se réjouir d'un bilan positif en termes de scolarisation dont 50% des enfants en âge scolaire primaire, 4% des jeunes de l'âge secondaire, 0,3% de ceux de l'âge du supérieur sont scolarisés et les efforts du pouvoir public à travers l'investissement sur les infrastructures et matériels scolaires, à la hauteur de 15% de son budget, qui représente 4% du PNB.Ces éléments démontrent que l'augmentation de la scolarisation s'est effectuée à un rythme soutenu.

La hausse du taux de scolarisation reflète l'énergie investie par le régime de Tsiranana dans le domaine de l'éducation. Il est également remarquable de constater l'amélioration qualitative de l'enseignement : par exemple le nombre des certificats passe de 340 à 3.500 de 1950 à 1960. Depuis, il a presque multiplié par dix; celui des BEPC de 40 en 1950 à près de 7.000 en 1965. Le nombre d'universitaires de 250 en 1950 à 3.700 en 1968. Sur ce point, voici un constat relevé dans

[16] « L'enseignement du malgache dans l'enseignement secondaire. Les travaux du dernier Colloque de Tananarive.», Lumière, *Ibid., 1970*

[17] « L'enseignement du malgache dans l'enseignement secondaire. Les travaux du dernier Colloque de Tananarive. », *Op.cit., 1970*

l'hebdomadaire Lumière: « Depuis 20 ans, nous sommes tout entier aux impératifs de son développement : doubler les effectifs chaque décade et créer un premier cycle. Auto satisfaits des résultats, nous n'avons jamais repensé le système. »[18]En d'autres termes, au-delà de se réjouir du taux d'accès à l'école, les dirigeants de l'époque doivent également considérer la nécessité de réformer l'enseignement pour répondre aux besoins du pays.

En outre, lors d'une conférence sur l'enseignement supérieur à Tananarive en avril 1969, les participants ont observé un constat peu satisfaisant du système éducatif à Madagascar. Depuis longtemps, le système éducatif a joué le rôle de promoteur d'une doctrine sociale et des valeurs héritées de la période coloniale.[19]Cela donne les raisons de la nécessité d'une réforme dans l'enseignement, étant donné que:
-l'enseignement primaire est quasi inefficace parce que inadapté ;
-l'enseignement secondaire forme des petits fonctionnaires et des chômeurs ;
-l'enseignement supérieur forme des bourgeois individualistes, étrangers dans leur propre pays.

Cette image préoccupante du système éducatif à Madagascar dans les premières années après l'indépendance appelle à des mesures concrètes réclamées de tous les horizons, notamment la malgachisation de l'éducation.

a. Vers la malgachisation du système d'enseignement

Après l'indépendance,« l'idée qu'un enseignement intégralement français ne convient pas, qu'une adaptation s'impose, murit et fait son chemin. » a souligné le journaliste de l'hebdomadaire Lumière.[20] Il est suggéré que l'enseignement du français au premier cycle (classe de 6e à 3e) se concentre uniquement sur l'apprentissage des fondamentaux de la langue en tant que moyen de communication.Ainsi, les élèves acquièrent une maîtrise du français courant, à l'oral comme à l'écrit, sans se préoccuper d'explorer la littérature française à travers les grands siècles de son ère « classique ».

Par ailleurs, devenu Ministre des Affaires culturelles et des Services académiques, Laurent Botokeky a témoigné de sa détermination à appuyer l'ajustement des programmes en rapport avec les réalités du pays.Il a soutenu aussi l'enseignement des différentes matières qui traitent des questions relatives aux approches d'adaptation à l'environnement d'origine, au tempérament et à la culture malgaches.« Adaptations qui pourraient modifier assez profondément notre enseignement actuel, mais qu'il faudra oser réaliser avec courage si nous voulons vraiment former des hommes et les former pour le bien du pays. »[21]Cela implique par conséquent de renforcer les cours de langue malgache à l'école et d'adapter les programmes d'histoire, de géographie et de civisme.

Le modèle éducatif instauré à Madagascar depuis la période coloniale privilégie des valeurs individualistes, typiques de la société française. Toutefois, la culture malgache repose sur une tradition communautaire basée sur la philosophie de *fihavanana* ainsi que sur le système de

[18] « L'enseignement primaire à Madagascar », *Op.cit., 1969*
[19] « L'enseignement primaire à Madagascar », *Ibid.*
[20] « L'enseignement primaire à Madagascar », *Op.cit., 1969*
[21] « Un tournant dans l'enseignement à Madagascar », Lumière, 4 octobre 1970, N°1794

fokonolona.Ce sont des modes de vie, normes et structures communautaires qui devraient être adoptés en lien avec l'indépendance du pays.[22]

a. L'enseignement du malgache

Une question fréquemment soulevée concernant les programmes éducatifs à Madagascar depuis l'indépendance est de savoir s'ils sont véritablement adaptés au contexte du pays, à sa mentalité, à sa culture et à ses besoins ?

Patrick Rocher et d'autres observateurs de l'époque ont soutenu qu'il était nécessaire d'adapter les programmes d'enseignement aux contextes sociologiques pour y apporter des réponses adéquates, parceque : « Le jeune malgache est malgache avant d'être élève. L'enseignement engendre une mentalité européenne qui sans nuances d'approche, s'oppose à la conception malgache de l'existence et tend à nier les acquis ancestral dans lequel a baigné l'adolescent. Que l'on cherche à ajouter la philosophie malgache à une tendance à l'esprit critique et créateur que l'on trouve dans l'esprit européen, et ceci par l'intermédiaire des futurs adultes, c'est un louable projet.»[23]L'auteur a fait allusion à un grand défi que le pouvoir public de l'époque doit relever en matière d'éducation.

Il est important de noter que le système éducatif et les initiatives de développement du pays sont fortement interconnectés. Par conséquent, il est crucial que les programmes d'éducation soient en adéquation avec les exigences du pays. Patrick Rochet met en avant la nécessité d'une adaptation des méthodes d'enseignement pour que les jeunes s'engagent plus profondément dans le développement économique de leur pays : « Il se trouve que l'on prépare une masse considérable de jeunes à une absence de participation au développement économique du pays, ainsi qu'à une absence par lesquels se définissent les personnages qu'il rencontre aux détours de ses livres de français ou même d'anglais ou d'Histoire. Il nage la dans un monde flou, sans forme, avec hésitation et incertitude et, bien qu'il ne l'admette pas en face du professeur, sans intérêt pour lui. »[24]Face à cette situation, le gouvernement a pris l'initiative d'adapter le système éducatif par le biais de réformes spécifiques, comme la malgachisation de la langue et des programmes, l'étude du milieu et la valorisation du patrimoine culturel, la promotion de laformation professionnelle, la modification des structures d'enseignement.

5. Les événements de mai 1972 ou la remise en cause du système éducatif post-colonial

Entre le 21 et le 25 février 1972, Tananarive accueille la conférence des ministres de l'Éducation des pays francophones d'Afrique et de Madagascar. Lors de cette rencontre, l'enseignement de la langue française est au cœur des débats, nécessitant des solutions adaptées pour chaque pays. Quelques semaines plus tard, la capitale résonne avec des slogans qui dénoncent « l'impérialisme culturel français. »[25]

[22] « L'enseignement primaire à Madagascar », *Ibid. 1969*

[23] P. ROCHET, « La jeunesse et la relève », Lumière, 30 novembre 1969, N°1751

[24] P. ROCHET, « La jeunesse et la relève », *Op.cit., 1969*

[25] N. RABETOKOTANY. Contribution à l'étude de l'enseignement du passé national dans les écoles de la république : l'exemple malgache de 1960 à nos jours, historiographie, histoire nationale, histoire scolaire. Histoire. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), 2009

En mai 1972, le premier président de la République de Madagascar a quitté ses fonctions suite à des manifestations orchestrées par des étudiants. Ce mouvement visait à s'opposer à ce que les détracteurs du régime qualifiaient de néocolonialisme, perçu comme un véritable fléau.Il est important de souligner que cette période se distingue par l'émergence de divers courants idéologiques qui favorisent le dialogue et la non-violence comme moyens de résoudre les conflits. Dans ce contexte, suite aux événements de mai 1972, le système éducatif et de recherche à Madagascar a subi des changements notables.

L'éducation assure aux jeunes Malgaches la capacité de produire, renouveler ou changer les dynamiques sociales. En effet, une réforme a été introduite suite à la crise de mai 1972 : «que la réforme de l'enseignement mettant fin à la dualité des réseaux scolaires – celui des «indigènes» et celui des enfants européens – caractéristiques de la période coloniale, a été une pièce maîtresse de la stratégie « néo-coloniale » qui, à partir de la «loi-cadre», a permis «l'indépendance dans la coopération». Quoi qu'il en soit, la réforme du système éducatif relève d'un conflit de valeurs, donc d'un domaine politique.[26]

En 1973, la révision des accords de coopération franco-malgaches conduit au départ d'un grand nombre de cadres et de chefs d'entreprises français, lançant ainsi le processus de malgachisation de l'administration et des structures économiques.De nombreux intellectuels s'engagent donc dans des fonctions bureaucratiques et administratives, ainsi que dans l'administration des entreprises publiques.Certains choisissent de s'impliquer dans la politique en défendant ou en s'opposant au régime en place.

Depuis 1972, Madagascar a pris ses distances par rapport au système d'enseignement conçu lors de la conférence des experts de 1965. Néanmoins, la réforme de l'enseignement lancée en 1973 à la suite du mouvement de mai malgache a affecté les outils pédagogiques à la disposition des enseignants et des élèves: « La réforme a introduit des innovations par l'utilisation de la langue malgache et l'adaptation des programmes et du contenu de l'enseignement ; mais les maîtres ainsi que les élèves sont totalement ou presque dépourvus de guides et de manuels scolaires. »[27] De 1972 à 1976, bien que ce soit en quantité limitée, l'État a mis en place un guide pédagogique destiné à soutenir les programmes scolaires, sans pour autant se considérer comme un manuel scolaire.

Les manuels scolaires mettent l'accent sur l'importance de la norme fihavanana, essentielle pour assurer la création d'une société harmonieuse et paisible.[28]La notion de fihavanana, mise en avant depuis l'indépendance, est utilisée pour montrer la cohésion nationale entre les Malgaches, quelle que soit leur catégorie sociale. De plus, un collectif d'intellectuels soutient l'idée de conserver le fihavanana comme une voie spécifique à Madagascar menant à la modernité et à la démocratie. À travers ce principe, le « vivre-ensemble » en lien avec le fihavanana favorise la paix sociale.[29]

[26] P. HUGON; L'enseignement, enjeu de la compétition sociale à Madagascar, *Op.cit., 1974*

[27] République démocratique de Madagascar, Priorités, contraintes et perspectives de développement de l'éducation, Tome I vol I et II, Paris, Unesco, 1986, p.64

[28] P. KNEITZ ; Introduction : La paix du fihavanana, Fihavanana – La vision d'une société paisible à Madagascar. Perspectives anthropologiques, historiques et socio-économiques; Peter Kneitz (dir.), Universitatsverlag Halle-Wittenberg, 330p, 2016

[29] F. RAISON-JOURDE, Préface, Fihavanana – La vision d'une société paisible à Madagascar. Perspectives anthropologiques, historiques et socio-économiques; Peter Kneitz (dir.), Universitatsverlag Halle-Wittenberg, 330p, 2016

Par ailleurs, l'hebdomadaire Lumière a souligné le caractère paisible du peuple malgache: « Notre peuple, qui n'a pas le sang bouillant et n'est jamais surexcité, possède sa manière personnelle de contester, de manifester et d'extérioriser ses sentiments. »[30]Au cours de la période précoloniale, il y a eu peu d'exemples de rébellions ou de contestations populaires visant l'autorité royale, même dans des contextes où celle-ci était très tyrannique.

En réalité, les Malgaches réagissent à leurs frustrations d'une manière qui leur est spécifique:« se taire et s'éloigner le plus possible du pouvoir établi ». À Madagascar, le fait de rester silencieux et indifférent est une véritable expression de mécontentement et de désapprobation.[31]

II. Le réveil de la conscience nationale au service de l'éducation (1975-1991)

Le référendum du 21 décembre 1975 a abouti à l'adoption d'une nouvelle constitution pour Madagascar, à l'élection d'un nouveau président de la République, Didier Ratsiraka, et à la mise en place d'un projet de société reposant sur le fokonolona socialiste.[32] La Charte de la révolution socialiste malgache (CRSM), connue sous les appellations « livre rouge » ou « boky mena », a été mise au grand jour le 26 août 1975.

Ce document représente à la fois un programme politique, un projet de société et une mise en valeur du passé de Madagascar. C'est grâce à la cohérence de cet ensemble idéologique que la deuxième République malgache a pu perdurer pendant seize années (de 1975 à 1991). Elle « apparaît comme un effort, à la fois, de construction idéologique et de codification juridique des revendications populaires de 1972 »[33]. Ainsi, la Constitution adoptée le 31 décembre 1975 a officiellement donné vie à la République Démocratique de Madagascar (RDM), symbolisant le véritable commencement de la deuxième République de Madagascar.

1. Vers le nationalisme révolutionnaire

La CRSM repose sur la mise en avant de l'attitude nationaliste si chère aux Malgaches qui avait repris si avantageusementà présenter devant la communauté socialiste et sa matrice soviétique qui constitue un engagement, des concessions et des alliances minima.[34]

La CRSM s'appuie avec détermination sur l'esprit nationaliste qui bat au cœur du peuple malgache depuis l'Indépendance. En s'alignant habilement sur les valeurs socialistes et en intégrant la matrice soviétique, elle requiert un engagement collectif, des compromis indispensables sur divers aspects et des alliances stratégiques visant à assurer la cohésion nationale.La CRSM se propose d'explorer des voies rénovatrices du marxisme, avec l'objectif clair de transcender les limites imposées par l'orthodoxie du marxisme-léninisme. De plus, l'idéologie malgache se positionne résolument contre

[30] « Y aurait-il à Madagascar une « contestation » larvée ? », Lumière, 1749, 16 novembre 1969

[31] Y aurait-il à Madagascar une « contestation » larvée ?, Lumière, 1749, 16 novembre 1969

[32] N. RABETOKOTANY. Contribution à l'étude de l'enseignement du passé national dans les écoles de la république : l'exemple malgache de 1960 à nos jours, historiographie, histoire nationale, histoire scolaire, *Op.cit., 2009*

[33] P. CHAIGNEAU, Rivalités politiques et socialisme à Madagascar, Paris, Éditions du CHEAM, Centre des Hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes, 1985, 268

[34] P. CHAIGNEAU, Rivalités politiques et socialisme à Madagascar, *Ibid., 1985*

toute forme d'impérialisme, affirmant ainsi son identité et sa souveraineté.[35]Les expressions utilisées dans la promotion de cette idéologie incluent principalement le *vahoakamadinika* (le prolétariat), *mpikarama* (salariat) et *tolom-piavotana* (la lutte révolutionnaire). À l'école, l'enseignement intègre des notions de lutte des classes et l'idéologie marxiste, influençant ainsi la pensée des élèves.

L'intégration de la pensée marxiste dans le système éducatif permet de révéler les contradictions inhérentes entre les différentes classes sociales, tout en critiquant l'impérialisme colonial et néocolonial.[36] D'ailleurs, dans les programmes scolaires instaurés en 1976, tant au premier qu'au second cycle du secondaire, les autorités ont souligné l'importance capitale des idéaux de la Révolution socialiste, une référence incontournable pour façonner l'éducation nationale.

Dès le début de la deuxième république (1975-1991), il se manifeste un nationalisme révolutionnaire qui s'écarte des formes traditionnelles de nationalisme, tel qu'il a été exprimé durant la crise de mai 1972, lorsque le pays a connu une véritable résurgence de sa conscience nationale.[37]

Les années 70 et 80 sont marquées par un nationalisme particulier, centré sur une recherche d'identité ancrée dans des valeurs traditionnelles, notamment le système d'organisation communautaire appelé fokonolona, ainsi que l'importance des liens sociaux, le fihavanana. Néanmoins, ce nationalisme se connecte à la pensée marxiste, en intégrant les notions de classes sociales ainsi que la lutte anti-impérialiste.Ainsi, les programmes éducatifs des années 1974, 1975 et 1976 comportent un discours qualifié de « révolutionnaire ».[38]

2. Le système fokonolona et le principe de fihavanana

Le fokonolona peut se définir comme un ensemble liens de parenté-circonscription territoriale d'intérêts. Pour compléter la définition, il conviendrait d'y inclure le code éthique du Fihavanana.[39]L'étendue d'un fokonolona est évaluée en fonction de la portée d'un feu allumé en son centre, servant à rassembler les communautés environnantes.

Les travaux de Georges Condaminas fournissent une approche originale qui enrichit notre compréhension du fokonolona. Grâce à l'exploration de l'histoire de la société merina, l'auteur cherche à démontrer les bases essentielles, les mécanismes qui sous-tendent son fonctionnement, les enjeux stratégiques et les dynamiques de pouvoir entre les individus, tout en mettant en lumière la structure organisationnelle qui en émane.

En revanche, Jaques Dez a analysé le fokonolona sous une autre perspective.Il a mis en lumière les spécificités du fokonolona, qui évoquent profondément le principe de fihavanana, essentiel pour la cohésion sociale.Le fokonolona, en synergie avec l'idée de fihavanana, évoque des pratiques d'assistance réciproque et de coopération communautaire, ainsi qu'un profond sentiment de cohésion, surtout dans les communautés rurales. Pour Jaques Dez « Fihavanana désigne des liens

[35] B. RAZAFIMPAHANANA, Changement de régime politique à Madagascar (les évènements de 1991 à Antananarivo), Librairie mixte, Antananarivo (Tananarive), 1993, 153p

[36] O. BERIZIKY, Inculcations idéologiques dans l'enseignement de l'histoire à Madagascar, 6e Colloque international d'histoire malagasy, Antananarivo, 31 juillet-5 août 1989, ronéo, 9p.

[37] Ministère de l'Education nationale Programmes scolaires de l'année 1976, p.X

[38] N. RABETOKOTANY. Contribution à l'étude de l'enseignement du passé national dans les écoles de la république : l'exemple malgache de 1960 à nos jours, historiographie, histoire nationale, histoire scolaire, *Op.cit., 2009*

[39] « Un projet de développement de l'Ankaratra », Lumière, N°1719, 13 avril 1969

qui, dans la tradition, unissent des personnes parentes, avec tout ce que cela implique de prestations réciproques, de conseils, d'assistance et d'entraide, de devoir de solidarité, de sens d'une responsabilité collective, et par voie de conséquence de pouvoir de règlement des contestations au sein du groupe familial. Par extension, ce mot désigne le lien qui unit des personnes non parentes lorsqu'il affecte la même nature. » [40]

Les affaires traitées par le fokonolona couvrent plusieurs dimensions de la vie sociale. En vertu du fihavanana, le fokonolona adhère à deux principes fondamentaux : l'entraide et l'attente.

D'après l'analyse de René Perrin, le fokonolona se caractérise par deux formes d'entraide : celle qui est économique et celle qui est sociale. La notion d'entraide économique repose principalement sur la réalisation de travaux d'intérêt général. L'entraide sociale implique de soutenir et d'accompagner tout individu au sein du fokonolona, qu'il soit affecté par une situation difficile ou qu'il vive un moment de joie.[41]

Le fokonolona s'occupe également de toutes les questions relatives à la cohésion entre ses membres.Il veille au maintien de la paix dans le village en corrigeant ou en punissant ceux qui se rendent coupables de méfaits, ainsi qu'en arbitrant les conflits entre individus qui n'ont pu être réglés au sein de leurs foyers. Dans le processus de la gestion des conflits, les membres du fokonolona conseillent aux parties en opposition d'opter pour le « raharaham-pihavanana », C'est-à-dire la résolution des différends contribue au développement d'unités sociales ancrées dans des valeurs de solidarité communautaire.

De cet idéal de vie spécifique, « Le fihavanana est une valeur de la société malgache et s'impose à tout Malgache qui veut se considérer comme tel »[42] (Razafimpahanana, 1972). Bien que certains observateurs considèrent le fokonolona comme « une institution désuète » ; en raison de sa prédominance dans les zones rurales, cette organisation sociale et économique est en voie de déclin. De nombreux Malgaches éprouvent un attachement profond et envisagent même de structurer leur vie économique, sociale et politique selon ce modèle.C'est sur la base de cette structure qu'une initiative de développement peut être mise en œuvre[43]ou de réaliser le projet de construction de l'État-nation, en se basant sur les considérations nationalistes du Fihavanana.[44]En outre, le fihavanana joue un rôle essentiel dans l'édification d'une société paisible. De plus, elle joue un rôle clé dans la résolution des conflits, en rétablissant le fihavanana, ce qui implique la préservation des relations sociales et le renforcement de la paix.

3. Le fokonolona socialiste

La deuxième République malgache se distingue par l'instauration de la CRSM, laquelle reflète les aspirations du peuple malgache en faveur d'un État socialiste et d'un « Fokonolona socialiste ». Elle se caractérise aussi par l'instauration d'une architecture institutionnelle fondée sur le système

[40] R. PERRIN « Images malgaches du fokonolona traditionnel », Lumière, 20 avril 1969, N°1720

[41] R. PERRIN « Images malgaches du fokonolona traditionnel », *Ibid., 1969*

[42] P. KNEITZ ; Introduction : La paix du fihavanana, Fihavanana – La vision d'une société paisible à Madagascar. Perspectives anthropologiques, historiques et socio-économiques; *Op.cit., 2016*

[43] « Un projet de développement de l'Ankaratra », *Op.cit., 1969*

[44] L. RASAMOELA, « L'envers du Fihavanana », Lumière, 12 octobre 1969, N°1744

Fokonolona dans le contexte de la construction d'un l'Etat-nation.A partir de 1975, la CSRM officialise le militantisme dans le fokonolona : «Le peuple malgache constitue une Nation organisée en État fondé sur la communauté socialiste et démocratique, le Fokonolona ». L'institution traditionnelle se voit de plus en plus dotée d'une dimension constitutionnelle. A l'époque, ministre de l'intérieur dans le Gouvernement Ramanantsoa, le colonel Richard Ratsimandrava a manifesté sa conviction envers le concept de fokonolona en signant l'ordonnance du 24 mars 1973, qui mettait en avant l'idée de « maîtrise populaire du développement ».[45]

Suite à son décès tragique lors d'un attentat, le chef d'état pendant une période transitoire est élevé au rang de héros national, étant désormais associé au terme "fokonolona" qui incarne son héritage.Le système fokonolona revêt une importance particulière dans la mémoire collective des Malgaches et mérite une attention particulière. Ainsi, il apparaît que les chercheurs se penchent aussi sur ce modèle de « gouvernement de la place publique »[46], selon l'expression de Général Gallieni. Des spécialistes des sciences sociales et humaines, ainsi que des hommes politiques et humanistes de Madagascar, se sont engagés avec enthousiasme dans l'exploration du système Fokonolona. Avant les années 1990, les réflexions étaient axées sur l'intégration, la restauration ou la revitalisation du concept et des pratiques liées au Fokonolona. Au cours de la dernière décennie, les études se sont principalement concentrées sur la compréhension des mystères liés à l'institution Fokonolona.

4. Le système scolaire sous le prisme du nationalisme

Sous le régime de Didier Ratsiraka, le système scolaire de la deuxième République malgache consiste à : « faire des élèves de véritables travailleurs socialistes porteurs d'une idéologie collectiviste, ayant connu les avantages d'une organisation collective du travail et ayant vécu dans une communauté où les motivations individualistes auront été bannies au profit de l'esprit de coopération et de solidarité. »[47] En effet, dans le but de fournir un meilleur accompagnement aux enseignants et de garantir une mise en œuvre efficace des programmes scolaires,le gouvernement a créé l'École Normale Supérieure (ENS) en 1980. Cela a également pour objectif de satisfaire les besoins des établissements d'enseignement publics en matière de personnel enseignant pour le cycle secondaire-second cycle (lycée).[48]

a. Des nouvelles outils d'enseignement

En 1974, de nouveaux programmes d'enseignement pour le premier cycle ont été instaurés, introduisant une matière consacrée au système Fokonolona : le TAJEFI (Tantara - Jeografia-Fitaizana ho isam-bahoaka). Une seule matière regroupe trois disciplines différentes,histoire/géographie/instruction civique,pour « amener les élèves à porter un regard critique et avoir un esprit d'analyse sur les structures de la société, du pouvoir, de la production et de la manière de penser. »Cette matière s'inscrit en adéquation avec le désir des Malgaches de rompre avec l'ancien système éducatif de la Première République, tout en répondant aux revendications exprimées lors de la crise de mai 1972 pour une indépendance culturelle intégrale.

[45] C. CADOUX, Madagascar (1960-1990), Constitutions et Idéologies, Paris, 10 mai 1990,
[46] J. GALLIENI, 9 ans à Madagascar, Hachette et Cie, Paris 1908, p.206.
[47] Ministère de l'Education nationale Programmes scolaires de l'année 1976, , p.X
[48] N. RABETOKOTANY. Contribution à l'étude de l'enseignement du passé national dans les écoles de la république : l'exemple malgache de 1960 à nos jours, historiographie, histoire nationale, histoire scolaire, *Op.cit., 2009*

En effet, les dirigeants de l'époque ont soutenu l'idée d'établir « une société socialiste fondée sur la justice et l'égalité des classes. Dans le but d'atteindre ces objectifs, le gouvernement a présenté une nouvelle matière destinée aux élèves de T1 à T5 : *fiaraha-monina* ou Vie communautaire, où les élèves ont la possibilité d'acquérir des connaissances fondamentales concernant la production, la société, la nation et le monde dans son ensemble. Cela permet aux élèves d'assimiler des valeurs malgaches, telles que le fihavanana, qui se traduit principalement par des concepts comme *fifankatiavana* (amour mutuel), *fifankahazoana* (sympathie), *fifanam-piana* (entraide) et *firaisana* (union, être-un). D'ailleurs, le fihavanana est perçu ici comme le fondement de l'identité nationale malgache.[49]

b. Malgachisation de l'enseignement

Depuis 1975, le régime de Didier Ratsiraka a initié un processus de malgachisation de l'enseignement, visant à faire en sorte que la langue ne soit pas un frein à l'accès à l'éducation et à renforcer l'identité nationale, tout en suscitant une prise de conscience nationale.

Cependant, certains observateurs soutiennent que le projet de malgachisation a provoqué des répercussions désastreuses sur l'éducation à Madagascar.Les moyens déployés, ne répondent pas aux exigences nécessaires pour réaliser les objectifs définis par les autorités gouvernementales.« La malgachisation n'avait pas avantagé le système de l'éducation nationale dans le sens où les programmes scolaires restaient inchangés, seule la langue d'apprentissage avait basculé du français au malgache (…). Les élèves étaient perdus : ils ne maîtrisaient plus ni la langue française ni leur langue natale.[50]

5. Changement d'orientation du régime

À la fin des années 1980, le régime de la deuxième République manifeste une certaine souplesse vis-à-vis des principes de l'idéologie socialiste. Dans cette optique, le pays soutient une intensification des relations avec les pays occidentaux dans le cadre de différents programmes de coopération. Le système éducatif à Madagascar tire profit de l'appui de ces partenaires, notamment en matière d'équipements et d'interventions opérationnelles.

Au début des années 90, un programme de distribution de manuels scolaires a été mis en place pour les écoles, s'inscrivant dans le cadre de la coopération éducative franco-malgache. Les programmes scolaires ont inclus des thèmes portant sur la sauvegarde et la valorisation de la nature, dans l'objectif de sensibiliser les jeunes de Madagascar aux défis posés par les feux de brousse et la dégradation de l'environnement.[51]

En outre, les initiatives d'ajustement structurel (PAS) orchestrées par des entités financières internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale pour remédier

[49] P. KNEITZ ; Introduction : La paix du fihavanana, Fihavanana – La vision d'une société paisible à Madagascar. Perspectives anthropologiques, historiques et socio-économiques; *Op.cit., 2016*

[50] R. ANDRIAMANAMBE, « Les élèves et les étudiants avaient revendiqué la réforme du système éducatif et la malgachisation », Interview avec Olivier Rakotovazaha, président national du parti MFM, Politika avril - mai 2022

[51] N. RABETOKOTANY. Contribution à l'étude de l'enseignement du passé national dans les écoles de la république : l'exemple malgache de 1960 à nos jours, historiographie, histoire nationale, histoire scolaire, *Op.cit., 2009*

aux difficultés économiques rencontrées sous le régime de Ratsiraka ont considérablement modifié le paysage éducatif à Madagascar.

III. Un système éducatif dans le contexte du programme d'ajustement structurel (1991-2001)

1. La montée des forces vives de la nation

À la suite de l'échec du régime socialiste, qui a entrepris de renforcer le rôle de l'État dans le développement économique et social, les politiques d'ajustement structurel sont instaurées par les partenaires financiers pour venir en aide aux difficultés économiques et financières du pays. En contrepartie, les partenaires exigent un retrait de l'État dans divers secteurs d'activité, afin d'assurer la restauration de la stabilité du cadre macroéconomique.[52]

Au début des années 90, l'Afrique subsaharienne a été marquée par une dynamique de changement, consécutive à l'effondrement des régimes de l'Est en 1989.[53]Des bouleversements ont eu lieu en pleine période d'ajustement structurel.« En Afrique, un durcissement de la revendication démocratique est intervenu au cours de la même année.»[54]Madagascar s'inscrit dans cette réalité, ayant connu la contestation du régime de Didier Ratsiraka bien avant la mise en place des ajustements structurels.

Dans le contexte de la liberté d'expression, du multipartisme et de la consolidation de la démocratie, qui avaient été requis par les bailleurs de fonds pour fournir un soutien financier, des forces d'insubordination commencent à se manifester. Ayant reçu la bénédiction du FFKM (Fiombonan'ny Fiangonana Kristianina eto Madagasikara ou Conseil œcuménique des églises chrétiennes malgaches), un mouvement se forme parmi les étudiants, les travailleurs et les jeunes en recherche d'emploi pour s'opposer au régime de Didier Ratsiraka.

2. L'engagement du FFKM et la culture de la paix

En alignement avec les valeurs morales de lutte contre l'injustice sociale, la société civile, avec l'appui des responsables religieux du FFKM, a manifesté son soutien au mouvement populaire.De plus, dans le contexte de la théologie de la libération, certains membres du clergé dans des pays en développement, comme Madagascar, se sont mobilisés pour défendre les droits des peuples opprimés. Cet engagement se distingue par sa nature pacifique.

L'engagement actif des autorités religieuses aux affaires nationales est attesté depuis mai 1972.L'entrée en scène pour les Églises a eu lieu quand le mouvement social conduit par des étudiants a pris une nouvelle tournure suite au débordement survenu le 13 mai.

---

[52] G. BLARDONE, Stratégie de développement et ajustements structurels, Politique africaine Année 1992 48 pp. 123-128

[53] A. NIANDOUSOULEY, « Ajustement structurel et effondrement des modèles idéologiques : Crise et renouveau de l'État africain », dans Études internationales: Afrique : la déconnexion par défaut; Volume 22, Number 2, 1991; En ligne

[54] A. NIANDOUSOULEY, « Ajustement structurel et effondrement des modèles idéologiques : Crise et renouveau de l'État africain », *Op. cit., 1991*

Le FFKM, en tant que prophète et porte-parole, révèle et témoigne des « vérités de l'Évangile », tout en jouant un rôle de Raiamandreny, incarnant l'espoir d'une Nation qui s'efforce de se bâtir depuis l'Indépendance. Les chefs religieux sont particulièrement mobilisés face aux crises : « dans la recherche négociée d'une issue pacifiée, des médiateurs légitimes parce que penseurs et propagateurs du fihavanana. »[55] Ils représentent ainsi les valeurs de paix, de tolérance, et en particulier le fihavanana.

Le FFKM a révisé ses ambitions, s'éloignant de son objectif initial, qui était de promouvoir l'œcuménisme, une question qui avait été négligée jusqu'alors. Le premier succès sur le terrain politique des chefs d'églises, lors des événements de mai 1972, a dégagé une aura considérable, suite à la libération des 372 exilés. L'approche médiatrice du FFKM, qui repose principalement sur les principes du fihavanana, peut donc servir de référence pour aborder d'autres crises à Madagascar.[56]

En outre, des initiatives sont orchestrées pour promouvoir la culture de la paix, portées par un groupe de personnes qui aspirent à un monde sans violence, et qui s'efforcent de résoudre les conflits de façon pacifique.

Qu'ils soient laïques ou religieux, ils partagent une profonde conviction envers les valeurs supérieures de la paix, influencées par les messages des figures emblématiques prônant la non-violence comme Gandhi, Mère Theresa et Nelson Mandela. À la fin de la décennie 1980, Jean et Hildegard Goss-Mayr apparaissent comme des représentations prophétiques de la culture de la paix, résonnant particulièrement dans certains milieux, surtout parmi les clergés catholiques à Madagascar.[57]

Événement marquant, le 10 août 1991 est désignée comme la « marche de la liberté », visant à amplifier la pression exercée par la population pour faire tomber le « mandan'nyJeriko » (les murs de Jericho). Mais il faut attendre l'élection pour que les opposants au régime puissent se féliciter du départ de Didier Ratsiraka. En suite, la Troisième République a été instaurée, tandis que le régime des Forces Vives, sous la conduite d'Albert Zafy, a géré les affaires du pays de février 1993 jusqu'à décembre 1996.

Le nouveau régime s'est engagé dans une rupture avec les pratiques politiques précédentes, en promouvant la légitimité des mouvements populaires au même niveau que les normes légales définies par le droit.[58]De surcroît, le concept de « Fihavanana, garant de l'unité nationale » est intégré dans la constitution de la Troisième République.

Au cours des années 1990, la société civile est directement impliquée dans les affaires nationales, avec pour objectif de redéfinir l'influence de l'État sur la vie des citoyens.Effectivement,certains

[55] F. RAISON-JOURDE, Préface, Fihavanana – La vision d'une société paisible à Madagascar. Perspectives anthropologiques, historiques et socio-économiques; Peter Kneitz (dir.), Universitatsverlag Halle-Wittenberg, 330p, 2016

[56] E. ASINOME : « Dirigées par les chefs d'Églises, la société civile a déclenché la crise de 1991 », Midi Madagasikara, 8 août 2024

[57] J. TRONCHON, « Madagascar : Eglise et non-violence. », In: Autres Temps. Cahiers d'éthique sociale et politique. N°46, 1995. pp. 52-77;

[58] O. BERIZIKY, Inculcations idéologiques dans l'enseignement de l'histoire à Madagascar, *Op.cit., 1989*

figures intellectuelles investissent l'espace public sous l'objectif de « dépolitiser » et « désidéologiser » le système éducatif malgache.

Des regroupements de penseurs et d'artistes s'engagent activement en vue de promouvoir l'identité culturelle ainsi que d'établir de véritables valeurs malgaches.Ils réclament une identité authentiquement malgache, dénuée d'influences extérieures.

Le mouvement des Forces Vives a soutenu l'importance d'une reforme du système éducatif, axée sur la « dépolitisation » et la « désidéologisation ».Une fois au pouvoir en 1993, les opposants au régime de la deuxième République malgache se sont empressés de concrétiser ces principes, bénéficiant d'un appui institutionnel à travers le Crédits de renforcement du système éducatif à Madagascar (CRESED).

Les actions menées dans le cadre du CRESED s'alignent surtout aux objectifs suivants : donner à tous l'accès à l'enseignement primaire, appuyer l'expansion progressive et l'amélioration de l'enseignement secondaire et enfin promouvoir la modernisation et la diversification de l'enseignement supérieur. Ceux-ci affichent la volonté du régime conduit par Zafy Albert que l'enseignement à Madagascar s'inscrit plutôt dans une perspective plus « fonctionnaliste » qu'idéologique.[59] Dans ce sens, l'ouverture à d'autres thématiques s'avère nécessaire comme l'intérêt porté sur la biodiversité, au développement durable et à l'environnement. De plus, les valeurs universelles comme la République, la Liberté et la Démocratie sont également introduites dans les programmes scolaires.

Le système éducatif est indéniablement ajusté en fonction des souhaits des forces vives de la nation de l'époque, au début des années 1990. Mais, d'autres puissances ont également exercé une influence sur l'élaboration des programmes scolaires.Sous l'impact du programme d'ajustement structurel imposé par les institutions de Bretton Woods, les curriculums éducatifs s'écartent des fondements du CRSM.[60] En 1990, à l'approche de la fin du gouvernement de Ratsiraka, l'ensemble des programmes d'enseignement a été soumis à des ajustements et à des rénovations. Ces initiatives témoignent indéniablement de la volonté des autorités publiques de mettre un terme à l'ancien système éducatif en procédant à des réformes significatives.En raison des évolutions apportées par le Programme d'ajustement structurel, a été proposée une réorientation de la politique éducative à Madagascar.

En 1997, à son retour à la tête de l'État, Didier Ratsiraka a proposé une nouvelle approche idéologique, qu'il a désignée comme un « projet de civilisation »,la république humaniste et écologique.[61]Cela représente une tentative de la part du chef de l'État de reprendre la main sur la réforme amorcée à la fin des années 1980, en y intégrant une dimension environnementale dans les efforts de développement du pays.Cette période coïncide avec une sensibilisation globale à l'importance de la protection de l'environnement.

[59] N. RABETOKOTANY. Contribution à l'étude de l'enseignement du passé national dans les écoles de la république : l'exemple malgache de 1960 à nos jours, historiographie, histoire nationale, histoire scolaire, *Op.cit., 2009*
[60] N. RABETOKOTANY. Contribution à l'étude de l'enseignement du passé national dans les écoles de la république : l'exemple malgache de 1960 à nos jours, historiographie, histoire nationale, histoire scolaire. *Op.cit., 2009*
[61] D. MAURO, « Entretien avec le président Didier RATSIRAKA » in, Madagascar, l'opéra du peuple, Anthropologie d'un fait social total : l'art du Hira Gasy entre tradition et rébellion, Paris: Karthala, 2001. 504 p

IV. Un système éducatif axé sur le renforcement des compétences en leadership (2001-2009)

Après une tumultueuse crise socio-politique postélectorale, c'est en 2002 que Marc Ravalomanana a réussi à prendre les rênes du pouvoir, démontrant sa détermination à apporter des changements significatifs.Après les élections de décembre 2006, il a pu briguer un second mandat qui lui a offert la possibilité de solidifier la réalisation de sa vision « Madagascar Naturellement ».

Le projet de société de Marc Ravalomananareste attentif aux Objectifs du Millénaire pour le Développement.Cette dynamiquelui permet de tirer parti du soutien de la communauté internationale, en particulier les pays anglophones, ainsi que d'accéder à des financements provenant d'institutions telles que la Banque mondiale.

Le président a initié le Madagascar Action Plan (MAP), un projet quinquennal qui repose sur huit engagements stratégiques visant à garantir le redressement du pays, tant en termes de développement que de lutte contre la pauvreté.Avec le troisième engagement, le régime aspire à engager une véritable transformation du secteur de l'éducation. « Nous aurons un système éducatif de normes internationales en terme de qualité et d'efficacité, qui stimule la créativité et aide nos apprenants à transformer leurs rêves en réalité, et qui fournit à Madagascar les ressources humaines nécessaires pour devenir une nation compétitive et un acteur performant de l'économie mondiale. »

De ce fait, l'éducation se classe parmi les priorités fondamentales du régime en place. Marc Ravalomanana a introduit une réforme significative visant à renforcer les capacités des Malgaches pour les rendre plus performants et compétitifs.

Toutefois, il a maintenu certains principes discutés en 1990 lors de la Conférence de Jomtien en Thaïlande, qui a traité de l'initiative « Éducation Pour Tous à l'horizon 2015 » et qui a rencontré un certain succès quant aux objectifs fixés.L'éducation publique à Madagascar exige l'application d'un taux de redoublement de zéro, visant ainsi à réduire le risque d'abandon scolaire précoce parmi la jeunesse.

Dans un souci d'élargir les horizons des élèves au sein du monde anglophone et de s'éloigner des pratiques pédagogiques antérieures, l'apprentissage de la langue anglaise a été rendu obligatoire pour les élèves de fin de cycle primaire depuis l'année scolaire 2003-2004.

1. La notion de leadership

Le gouvernement s'engage à renforcer les compétences en leadership des Malgaches. Au cœur du leadership se trouve la capacité à mobiliser son entourage pour aborder les problématiques, trouver des solutions, générer des ressources et atteindre les objectifs fixés.Cette initiative vise à assurer une représentation de leaders compétents dans toutes les institutions, qu'il s'agisse du gouvernement, des entreprises, des Églises, des écoles ou de la société civile.

Le MAP prévoit le développement de sept capitaux clés au service de la nation malgache.Le premier Capital Humain implique la mise en place de services de santé, d'un soutien nutritionnel, de programmes éducatifs et du développement des compétences, assurant ainsi que chaque individu puisse jouer un rôle productif sur le plan économique et social.Le 6ème Capital « En Savoir » met

l'accent sur les compétences scientifiques et technologiques nécessaires pour améliorer la productivité dans le secteur des affaires et au sein des institutions gouvernementales, tout en favorisant des approches créatives et compétitives.C'est dans cette optique que le gouvernement s'efforce de promouvoir le concept de leadership.Le pays requiert cette capacité de mobilisation pour optimiser les performances dans tous ses secteurs d'activité.« Le leadership doit être pertinent à tous les niveaux de la société et dans tous les secteurs. Nous devons faire preuve de leadership à tous les niveaux du gouvernement et dans tous les secteurs de la société pour mobiliser les personnes et les ressources afin de transformer la Vision et le MAP en réalité. »[62]

Le régime a cherché à se démarquer en intégrant ce terme, qui est fréquemment utilisé dans le secteur de la gestion d'entreprise.Depuis l'Indépendance, le manque de leadership représente une lacune que le régime de Ravalomanana ambitionne de surmonter : « A cause de la colonisation, du système socialiste et de la dépendance vis-à-vis des bailleurs de fonds, une grande partie de la population a tendance à attendre les autres pour assurer le leadership. Pour avoir le leadership requis, nous chercherons et récompenserons les «meilleurs ».[63] Nous leurs confierons des postes de responsabilités pour qu'ils/elles puissent diriger les réformes. »Marc Ravalomanana place le développement de la culture de leadership au cœur de son action, ce qui a des répercussions sur le système éducatif à Madagascar.

Toutefois, d'après le pouvoir public, le leadership doit s'accompagner d'une évolution des mentalités et des pratiques à divers niveaux, laquelle pourrait poser des défis au développement du pays. « Le travail de leadership, à l'échelle nationale et locale, consiste à faciliter le processus de changement à travers l'écoute, le dialogue, l'encouragement et l'apprentissage. »[64] Il en découle donc la nécessité de mettre en œuvre une nouvelle stratégie de gestion des affaires publiques, centrée sur la lutte contre la corruption.

Afin de réaliser les objectifs visés, les dirigeants s'efforcent de développer les compétences et le savoir-faire nécessaires aux Malgaches pour améliorer leur compétitivité. Pour ce faire, des experts internationaux sont recrutés dans le but d'accélérer le processus d'apprentissage. « Notre stratégie consiste à utiliser des experts internationaux pour encadrer et former des nationaux, persuader davantage d'experts malgaches opérant à l'étranger à rentrer au pays, et d'assurer la formation de cadres Malagasy – au pays et à l'étranger. »

Un ensemble significatif de réformes, dénommé « initiatives de réforme transformationnelle », a été lancé par le gouvernement.Ces dispositifs incluent des projets prioritaires qui requièrent une intervention rapide, un leadership à la hauteur, une synergie entre les divers ministères, ainsi que des ressources appropriées. Six axes de réforme sont envisagés par le regime, parmi lesquels figurent la réforme des finances publiques, Une augmentation significative des investissements destinée à soutenir la croissance économique, l'engagement vers une révolution verte, la sécurité publique, la santé et la planification familiale, ainsi que la modernisation du système judiciaire.

Pour répondre à la nécessité d'accélérer le développement des compétences en leadership évoqué dans le MAP, l'Institut National de Leadership de Madagascar (NLIM) a été établi en 2006. Son

[62] Plan d'Action Madagascar 2007-2012. Un plan audacieux pour le développement rapide, Madagascar Naturellement, 2006
[63] Plan d'Action Madagascar 2007-2012, *Ibid., 2006*
[64] Plan d'Action Madagascar 2007-2012, *Op.cit., 2006*

objectif est de fournir des formations de niveau international, destinées à développer et à consolider les capacités de leadership dans toutes les strates de la fonction publique et des organismes sociétaux.

Établi dans l'enceinte du palais d'État d' Iavoloha, cet institut vise à promouvoir le développement des compétences des ministres, secrétaires généraux, directeurs généraux, chefs de région, chefs de district, formateurs pour les jeunes, ainsi que des représentants de la société civile et des acteurs du secteur privé.Renforcer la capacité de leadership concerne également les institutions d'enseignements supérieurs, y compris l'Ecole Nationale de l'Administration de Madagascar (ENAM et les universités publiques à travers des programmes de renforcements de compétences.

2. Pour un système d'enseignementsupérieur plus compétitif et productif

Le gouvernement a relevé des lacunes au sein du système d'enseignement supérieur à Madagascar.La proportion d'étudiants inscrits est jugée insuffisante, s'élevant seulement à 3 % (contre 8% le taux d'inscription dans les paysd'Afrique subsaharienne). En outre, l'inadéquation entre les programmes de formation offerts et les exigences des employeurs, figure parmi les préoccupations majeures du régime.Il est donc impératif pour le gouvernement d'entreprendre une réforme significative de l'enseignement supérieur afin de garantir la compétitivité, la créativité et l'employabilité de ses diplômés.

Par ailleurs, les instituts techniques privés se développent de manière significative dans divers endroits ; cependant, il convient de souligner que la qualité et l'organisation des programmes proposés nécessitent des améliorations substantielles.

Pour répondre aux besoins du développement socio-économique, culturel et sociaux selon les objectifs du MAP.

Dans le but de répondre aux impératifs du développement socio-économique, culturel et social, en ligne avec les objectifs du MAP, des dispositifs réformateurs s'appliquent à la fois à la recherche scientifique et à l'innovation technologique, la diversification des cursus, l'amélioration de la bonne gouvernance des universités publiques, la mise en œuvre des stratégies de développement des universités et instituts techniques privés, la mise en place du système LMD (Licence, Master, Doctorat), le développement du système d'enseignement à distance.

3. L'éducation inclusive et lutte contre l'abandon scolaire

En 2006, seulement 5 % des enfants âgés de 3 à 5 ans ont eu accès à un centre préscolaire. Pour remédier à cette situation, le gouvernement projette, dans le cadre du MAP, d'assurer à tous les enfants l'accès aux structures de prise en chargeavant leur véritable scolarisation.Ainsi, les objectifs se focalisent sur l'atteinte d'un taux d'inscription minimum de 20 % dans le système d'éducation préscolaire. [65]

Tous les enfants de 0 à 5 ans ont accès à des soins et à un accompagnement visant à soutenir leur développement, grâce à l'éducation parentale.Afin d'atteindre cet objectif, des dispositions particulières sont mises en place pour les éducateurs du préscolaire, notamment en matière de

[65] Plan d'Action Madagascar 2007-2012, *Op.cit., 2006*

formation et de réajustement de leur rémunération. Le défi que se fixe le régime est de créer un système d'éducation primaire qui soit à la fois performant et efficace.

Des efforts sont aussi portés par le pouvoir public pour lutter contre le décrochage scolaire. Un grand nombre de familles éprouvent des difficultés à garantir la scolarité de leurs enfants, car elles ne peuvent pas subvenir aux coûts associés à l'école.

L'éducation constitue un investissement dont les ressources financières du ménage ne parviennent pas à couvrir les besoins.Cette réalité illustre les raisons pour lesquelles un grand nombre d'enfants quittent prématurément le système scolaire. En réponse à cette problématique, le gouvernement met en œuvre une réforme importante visant à garantir que les enfants malgaches restent engagés dans le système éducatif, tout en veillant à ce que les exigences liées à l'éducation ne freinent pas le développement économique du pays.

La réforme du système éducatif malgache a été mise en œuvre en 2003, marquée par le lancement du Plan National d'Éducation Pour Tous (EPT). Des avancées significatives ont été observées, entraînant une augmentation des effectifs d'élèves dans l'enseignement primaire, qui ont plus que doublé, passant de 1,7 million durant l'année scolaire 1997-1998 à 3,7 millions en 2005-2006. [66]

En dépit des avancées remarquables en matière de scolarisation, il est impératif de porter une attention particulière à l'amélioration significative du taux de rétention et de l'efficacité interne.Dans l'objectif d'accroître le nombre d'années de formation scolaire et de renforcer le niveau d'éducation au sein de la population, le gouvernement a introduit une réforme de l'éducation de base : la mise en place d'une éducationprimaire en sept ans, l'inclusion de certaines catégories sociales, l'amélioration des programmes d'enseignements, au profit des matières scientifiques, langues et sciences sociales, le développement des compétences transversales permettant d'inciter la créativité, compétitivité, sens de l'entreprise aux élèves.

Pour réaliser ces objectifs, le gouvernement a mis en place un plan visant à recruter chaque année 7000 enseignants, tout en optimisant la formation des enseignants et des responsables d'école.Il propose également la conception de manuels en malgache, en tenant compte que le français et l'anglais sont des langues secondaires, tout en ayant pour objectif d'équiper les écoles.

Concernant l'enseignement technique, l'objectif du gouvernement est de favoriser l'établissement de centres de formation technique et professionnelle qui s'orienteront vers des secteurs prioritaires tels que le tourisme, l'industrie minière, la construction, l'agrobusiness, l'industrie textile et les technologies de l'information et de la communication.En participant à ces types de formation, les jeunes en rupture scolaire pourront retrouver leur place et s'épanouir dans un environnement adapté à leurs besoins et aspirations.

4. Lutte contre l'analphabétisme

Les Objectifs de Développement du Millénaire des Nations-Unies, ainsi que la Déclaration du Forum de Dakar sur l'Éducation Pour Tous de l'an 2000, soulignent clairement la nécessité d'un engagement fort pour éradiquer l'analphabétisme chez les adolescents et les adultes. Cependant, la situation à Madagascar en 2006 était alarmante, avec environ 48 % des personnes de 15 ans et plus

[66] Plan d'Action Madagascar 2007-2012, *Ibid. 2006*

qui ne savaient pas lire ni écrire. De surcroît, plus d'un million de jeunes âgés de 11 à 17 ans étaient illettrés. [67]

Afin d'atteindre l'Objectif de Développement du Millénaire visant à réduire de moitié le taux d'analphabétisme chez les jeunes et les adultes d'ici 2015 par rapport à 1990, le gouvernement s'engage à lutter contre l'analphabétisme à Madagascar. Cette initiative est essentielle pour favoriser l'épanouissement des jeunes des zones rurales, stimuler leur esprit entrepreneurial et encourager la prise de risques ainsi que l'initiative personnelle.Dans cette optique, le gouvernement envisage de mettre en œuvre des initiatives visant à former 14 000 agents d'alphabétisation chaque année, à produire et distribuer 750 000 matériels d'alphabétisation annuellement, ainsi qu'à établir de nouveaux centres d'alphabétisation tout en élargissant leurs activités avec des programmes de nutrition et de formation technique et professionnelle de base.[68]

V. Les années de confusion (2009-2023)

En 2009, en réaction contre le régime autoritaire de Marc Ravalomanana, le mouvement Orange mené par Andry Rajoelina a poussé la démissionprécipitéedu patron d'un empire agro-industriel, sous la pression de la rue et d'un groupe de militaire. Le système éducatif et de recherche a connu une mutation particulière suite à une crise socio-politique ayant enfoncé le pays dans la difficulté économique jusque à nos jours.

Depuis l'année 2009, le Gouvernement de Transition a mis en avant l'idée de fihavanana, qui continue de jouer un rôle prépondérant dans les réflexions littéraires et les échanges publics. En raison de la crise politique traversée par le pays, l'importance du fihavanana dans la résolution des tensions à Madagascar est attendue avec grand intérêt par différents groupes concernés. La consolidation du fihavanana est essentielle afin d'éviter un basculement vers des actes de violence flagrante.[69]

1. Des assises nationales pour mieux rebondir ?

À Madagascar, un sommet dédié à la reforme de l'éducation a été convoqué, rassemblant l'ensemble des parties prenantes ainsi que les agences des Nations Unies œuvrant dans ce domaine.

En octobre 2014, la Convention Nationale de l'Éducation a eu lieu au Centre de Conférence Internationale (CCI) d'Ivato et a été formellement présentée, entraînant une réforme du système éducatif. Un document stratégique, dévoilé le 18 novembre 2015, précise les recommandations émises durant ces assises sur l'éducation à Madagascar.[70] Lors de cette occasion, les problématiques liées à ce domaine sont mises en lumière. Les congressistes ont ainsi proposé plusieurs recommandations, notamment le recrutement d'enseignants contractuels, l'adoption progressive des technologies pédagogiques, et la création d'un cadre d'orientation en faveur de l'éducation inclusive sur le territoire.

---

[67] Plan d'Action Madagascar 2007-2012, *Op.cit., 2006*
[68] Plan d'Action Madagascar 2007-2012., *Ibid. 2006*
[69] P. KNEITZ ; Introduction : La paix du fihavanana, Fihavanana – La vision d'une société paisible à Madagascar. Perspectives anthropologiques, historiques et socio-économiques; *Op.cit., 2016*
[70] Ministre de l'Education Nationale, « Reforme du système éducatif – Présentation du document stratégique de la Convention Nationale de l'Education et refonte du Conseil national », 2022, En ligne

La création du Conseil National de l'Éducation s'avère incontournable pour examiner les principales problématiques de l'enseignement à Madagascar, y compris les programmes éducatifs et le choix de la langue d'enseignement.

Andry Rajoelina, président de la République de Madagascar, a promulgué le 30 janvier 2023 une législation visant à orienter le système éducatif, d'enseignement et de formation.

Le gouvernement met donc en avant cette loi dans le but d'initier des réformes curriculaires, visant à garantir à chacun l'accès à une scolarité obligatoire et à diminuer les taux d'abandon et d'échec scolaire.En mettant l'accent sur la qualité de l'enseignement, ainsi que sur le financement et la formation professionnelle, le projet de réforme a pour objectif d'adresser les besoins spécifiques des communautés locales, en conformité avec les aspirations de l'Agenda 2030 des Nations Unies.Il se met au profit de l'éducation des personnes et groupes vulnérables dans le système éducatif.

Dans le cadre de cette réforme, il est prévu d'étendre la durée de la scolarité obligatoire, qui passera de 5 ans à 10 ans.Le document stipule également qu'une année supplémentaire sera ajoutée au cycle primaire. De plus, il prévoit l'abrogation de l'examen CEPE (Certificat d'Études Primaires Élémentaires), qui sera remplacé par une nouvelle méthode d'évaluation en classe de 6e.

Le gouvernement a effectivement prévu, par le biais de cette législation, de consolider les actions mises en œuvre dans le cadre du Plan Sectoriel de l'Éducation (PSE), dont la date limite est établie en 2022. Ce document présente cinq axes stratégiques, qui incluent l'orientation de l'éducation, la qualité de celle-ci, l'accessibilité et l'inclusion éducative, ainsi que la bonne gouvernance du secteur, sans oublier la revalorisation du statut des enseignants.

Bien qu'elle ait été développée de manière inclusive et participative, l'appropriation de cette initiative par les citoyens demeure un défi à relever. Les changements s'opèrent,tout de même, de façon graduelle. Des discussions sont prévues avant l'établissement des plans de mise en œuvre liés à la loi.

2. Des thématiques variées

Promulguée le 30 janvier 2023, la loi d'orientation générale du système éducatif à Madagascar (LOSEM) vise à répondre aux enjeux majeurs liés à l'avenir de l'éducation dans le pays. Cette réglementation aborde divers thèmes, notamment l'inclusion, la protection, ainsi que la résilience du système éducatif face aux chocs climatiques. Elle couvre également la décentralisation de l'éducation, la vie scolaire, le partenariat éducatif, et souligne l'importance de l'inclusion, de la décentralisation et de la gratuité de l'enseignement primaire.[71]

Un sujet essentiel soulevé dans cette loi est l'inclusion. Cela permet d'assurer que chaque apprenant, y compris ceux présentant des besoins particuliers, bénéficie de son droit fondamental à l'éducation. L'éducation inclusive a pour objectif de réduire l'exclusion et d'apporter des réponses adaptées aux attentes des apprenants en situation de marginalisation.

[71] S. RAVELOSON, « Education : 15 reformes à faire sur la loi d'orientation générale du système éducatif » , In, Dépêche Taratra, 20 septembre 2023, En ligne

Ce document met en avant la nécessité de préserver les droits des enfants et des personnes vulnérables, en valorisant le rôle essentiel des lois et des dispositifs stratégiques, comme le Plan Sectoriel de l'Éducation (PSE), pour promouvoir le bien-être des citoyens malgaches.

En outre, la problématique du genre au sein du système éducatif a été mise en lumière, révélant les inégalités encore présentes et l'urgence d'actions pour garantir une éducation équitable et inclusive pour chacun, sans distinction de genre.

3. Pour la stabilité politique et la préservation de l'identité

En raison de la crise politique, des discussions sont initiées sur la nécessité de garantir une stabilité politique, d'instaurer un État de droit et de promouvoir la consolidation de la démocratie à Madagascar.[72] Par ailleurs, les responsables politiques adoptent des discours de réconciliation, soulignant l'importance fondamentale du fihavanana pour assurer la stabilité politique. On fait référence ici à un Premier ministre dont le discours a été relayé par Peter Kneitz : « Le contexte difficile dans lequel nous évoluons ne favorise pas toujours les initiatives. Il nous faut faire preuve de volonté politique, de tolérance, d'écoute et de compréhension en mettant au premier plan le Fihavanana Malagasy. »[73]

Le fihavanana offre également une base idéale pour la solidarité civique et le soutien réciproque, que les leaders politiques invitent le peuple à adopter activement. Deux institutions sont mentionnées dans la « Feuille de route », le document phare du processus politique en cours depuis 2011, comme prenant part, à côté d'autres encore, à la réconciliation nationale, au « suivi et au contrôle national de l'application de cette feuille de route »

Élaboré en 2011, le document connu sous le nom de « Feuille de route » représente un élément fondamental du processus de gestion des crises politiques à Madagascar. Il y est fait mention de deux institutions qui, entre autres, se consacrent à la réconciliation nationale et au suivi ainsi qu'au contrôle de l'application des dispositions de ce document.

Le « Raimandreny Mijoro », signifiant « Le notable honnête, des sages », a été institué dans le but de favoriser la réconciliation politique à divers niveaux.

La création du « Conseil de la Réconciliation Malgache », ou « Filankevitry ny Fampihavanana Malagasy », a eu lieu en mars 2013, suite aux propositions énoncées dans la « Feuille de Route », dans le but de trouver une issue à la crise politique qui affecte Madagascar. Sa mission consiste à garantir le bon déroulement des élections, conformément aux dispositions de l'article 168 de la Constitution du 11 décembre 2010.[74] Son objectif fondamental est d'assurer l'harmonie au sein de la société, avec une attention particulière portée à la réconciliation entre les différentes tendances politiques (Loi n° 2012-010, titre II).

[72] P. KNEITZ ; Introduction : La paix du fihavanana, Fihavanana – La vision d'une société paisible à Madagascar. Perspectives anthropologiques, historiques et socio-économiques; *Op.cit., 2016*

[73] P. KNEITZ ; Introduction : La paix du fihavanana, Fihavanana – La vision d'une société paisible à Madagascar. Perspectives anthropologiques, historiques et socio-économiques; *Ibid., 2016*

[74] P. KNEITZ, La paix du fihavanana Fihavanana – La vision d'une société paisible à Madagascar. Perspectives anthropologiques, historiques et socio-économiques; Peter Kneitz (dir.), Universitatsverlag Halle-Wittenberg, 330p, 2016

De quelle manière le concept de Fihavanana a-t-il été intégré dans la Constitution de la République malgache ces dernières années ? Dans le préambule de « la Charte de la Transition », signé le 9 août 2009, le mot « fihavanana » est cité une nouvelle fois.

Avec l'avènement de la Quatrième République, les références à l'idée de préservation du Fihavanana ont été écartées. Mais, à travers son préambule, la Constitution de 2010 évoque le fihavanana de manière détaillée.

Ce concept est mis en avant pour exprimer la nécessité de sauvegarder les valeurs culturelles et de protéger l'identité malgache : « Le peuple malagasy souverain, convaincu de la nécessité pour la société malagasy de retrouver son originalité, son authenticité et sa malgachéité, et de s'inscrire dans la modernité du millénaire tout en conservant ses valeurs et principes fondamentaux traditionnels basés sur le *fanahy malagasy* (l'idée de l'âme malgache) qui comprend *ny fitiavana* (l'amour), *ny fihavanana*, *ny fifanajàna* (le respect), *ny fitandroana ny aina* (la responsabilité), et privilégiant un cadre de vie permettant un « vivre ensemble » sans distinction de région, d'origine, d'ethnie, de religion, d'opinion politique, ni de sexe. »[75]

VI. CONCLUSION ET SUGGESTIONS

Depuis l'accession à l'indépendance, les mouvements populaires survenus en 1972, 1991, 2002 et 2009 jouent un rôle clé dans l'implémentation d'une réforme du système éducatif à Madagascar.Dans notre démarche, nous avons choisi de décrire quatre périodes distinctes, afin de refléter la nature, les spécificités et l'évolution du système d'enseignement.

De surcroît, les programmes éducatifs illustrent les souhaits et les orientations sociales caractéristiques de leur temps.L'éveil du nationalisme a fortement marqué la première république de Madagascar, notamment lors de la mise en œuvre des accords de coopération franco-malgache après l'indépendance. Puis, le pays a alors traversé une époque de nationalisme révolutionnaire sous la seconde République, marquée par l'introduction de l'idéologie marxiste dans les programmes d'enseignement. La troisième période se déroule en parallèle avec la mise en œuvre des programmes de réajustement structurel et l'application des objectifs de l'OMD, nécessitant ainsi une adaptation du système éducatif aux exigences des partenaires financiers.Enfin, la quatrième période est caractérisée par des initiatives visant à renforcer la solidarité nationale, notamment par la mise en avant du concept de Fihavanana, après les différentes crises politiques survenues.

Au regard des leçons tirées du passé, notre étude vise à mettre en lumière les enjeux susceptibles d'améliorer le système éducatif, tout en favorisant la paix et l'harmonisation au sein de la société malgache.Dans le but d'atteindre nos objectifs, nous désirons que les initiatives menées se structurent autour de :

[75] M. ROSES, Fihavanana local, Fihavanana national, Fihavanana – La vision d'une société paisible à Madagascar. Perspectives anthropologiques, historiques et socio-économiques; Peter Kneitz (dir.), Universitatsverlag Halle-Wittenberg, 330p, 2016

1. Appui et accompagnement aux acteurs locaux :

- **Gouvernance et politique nationale**

- Créer des cadres juridiques et élaborer des textes réglementaires en faveur de la cohésion sociale et la promotion de la paix ;
- Mettre en œuvre des programmes de renforcements de capacité pour les dirigeants, les partis politiques, les groupements associatifs et les sociétés civiles.

- ***Au niveau de la communauté de base***

- Développer des actions de sensibilisation et mobilisation en faveur del'égalité, l'inclusion de différents groupes sociaux et l'adhésion des malgaches aux principes de vivre ensemble ;
- Redéfinir et promouvoir la notion de *fihavanana*(cohésion) dans le sens de favoriser le vivre ensemble et promouvoir le dialogue entre les groupes sociaux ;
-Mettre en œuvre des activités d'échanges et de formation sur la résolution des conflits permettant de développer les capacités d'acteurs susceptibles de provoquer le changement, comme les femmes, les jeunes, les journalistes et les réseaux des organisations pacifistes, etc.
- Favoriser le dialogue inter-communautépermettant le vivre ensemble et la promotion de la culture de la paix ;

- ***Education nationale, enseignement supérieur et recherche***

- Insérer dans les programmes scolaires la notion de culture à la paix depuis les classes primaires
- Elaborer des programmes d'enseignements et de recherches liées à la gestion de conflit et la culture de la paix. Les étudiants sont encouragés pour leurs projets de recherches sur la prévention des conflits et la résolution de crise à Madagascar. Les recherches peuvent aussi se porter sur les leçons et la capitalisation des expériences, la disponibilité des divers canaux de médiation et de soutien pour la promotion de la paix.

2. Soutien de la communauté internationale :

-Soutenir les efforts du gouvernementdecréerun environnement propice à la paix et la mise en œuvre d'une politique sectorielle attentive aux conflits
- Consolider le renforcement des capacités à travers l'appui technique et financier pour des initiatives liées à la culture de la paix et la cohésion sociale, menées par la société civile.
- Développer des partenariats en tenant compte la réalité du pays, tout en évitant l'extrapolation de l'expérience ailleurs dans la démarche de médiation et de gestion de conflit.

La(les) discipline(s) de rattachement de la communication :
Histoire, Socio-anthropologie

Mots-clés :
Crises sociales, harmonie sociale, système éducatif, paix

Références bibliographiques:

ANDRIAMANAMBE R., « Les élèves et les étudiants avaient revendiqué la réforme du système éducatif et la malgachisation », Interview avec Olivier Rakotovazaha, président national du parti MFM, Politika avril - mai 2022

ASINOME E. : « Dirigées par les chefs d'Églises, la société civile a déclenché la crise de 1991 », Midi Madagasikara, 8 août 2024

BLARDONE G., Stratégie de développement et ajustements structurels, Politique africaine Année 1992 48 pp. 123-128

BERIZIKY O., Inculcations idéologiques dans l'enseignement de l'histoire à Madagascar, 6e Colloque international d'histoire malagasy, Antananarivo, 31 juillet-5 août 1989, ronéo, 9p.

« M. Botokeky évoque deux grands problèmes de l'enseignement supérieur : identité des diplômes et participation. », Lumière, N°1708, 26 janvier 1969

CADOUX C., Madagascar (1960-1990), Constitutions et Idéologies, Paris, 10 mai 1990,

« Compte rendu du 4e congrès de la FAEM », Lumière, 20 avril 1969, N°1720

COPANS J., « DOZON, Jean-Pierre. — Frères et sujets. La France et l'Afrique en perspective. Paris, Flammarion, 2003, 350 p. ; BANCEL, Nicolas, BLANCHARD, Pascal & VERGÈS, Françoise. — La République coloniale. Essai sur une utopie. Paris, Albin Michel, 2003, 172 p. », Cahiers d'études africaines

« L'enseignement du malgache dans l'enseignement secondaire. Les travaux du dernier Colloque de Tananarive.», Lumière, N°1797, 25 octobre 1970

« L'enseignement primaire à Madagascar », N°1731, Lumière 6 Juillet 1969

« Etudiants…chercheurs », Lumière, N°1799, 8 novembre 1970

« Un tournant dans l'enseignement à Madagascar », Lumière, 4 octobre 1970, N°1794

KNEITZ P.; Introduction : La paix du fihavanana, Fihavanana – La vision d'une société paisible à Madagascar. Perspectives anthropologiques, historiques et socio-économiques; Peter Kneitz (dir.), Universitatsverlag Halle-Wittenberg, 330p, 2016

RAISON-JOURDE F., Préface, Fihavanana – La vision d'une société paisible à Madagascar. Perspectives anthropologiques, historiques et socio-économiques; Peter Kneitz (dir.), Universitatsverlag Halle-Wittenberg, 330p, 2016

GALLIENI J., 9 ans à Madagascar, Hachette et Cie, Paris 1908, p.206.

HUGON P., L'enseignement, enjeu de la compétition sociale à Madagascar, In: Tiers-Monde. 1974, tome 15 n°59-60. Education et développement. L'école et le Tiers-Monde en 1974 (sous la direction) pp. 491-510.

HUGON P., « La crise de l'enseignement, quelles réformes possibles », Lumière, N°1733, 20 juillet 1969

MAURO D., « Entretien avec le président Didier RATSIRAKA » in, Madagascar, l'opéra du peuple, Anthropologie d'un fait social total : l'art du Hira Gasy entre tradition et rébellion, Paris: Karthala, 2001. 504p

Ministère de l'Education nationale Programmes scolaires de l'année 1976, p.X

Ministre de l'Education Nationale, « Reforme du système éducatif – Présentation du document stratégique de la Convention Nationale de l'Education et refonte du Conseil national », 2022, En ligne

NIANDOUSOULEY A., « Ajustement structurel et effondrement des modèles idéologiques : Crise et renouveau de l'État africain », dans Études internationales: Afrique : la déconnexion par défaut; Volume 22, Number 2, 1991; En ligne

PERRIN R. « Images malgaches du fokonolona traditionnel », Lumière, 20 avril 1969, N°1720

Plan d'Action Madagascar 2007-2012. Un plan audacieux pour le développement rapide, Madagascar Naturellement, 2006

RABETOKOTANY N.. Contribution à l'étude de l'enseignement du passé national dans les écoles de la république : l'exemple malgache de 1960 à nos jours, historiographie, histoire nationale, histoire scolaire. Histoire. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), 2009

RAVELOSON S., « Education : 15 reformes à faire sur la loi d'orientation générale du système éducatif » , In, Dépêche Taratra, 20 septembre 2023, En ligne

RAISON F., « Quelques notes pour un historique de l'enseignement à Madagascar », Lumière, N°1757, 11 janvier 1970

RAISON-JOURDE F., Préface, Fihavanana – La vision d'une société paisible à Madagascar. Perspectives anthropologiques, historiques et socio-économiques; Peter Kneitz (dir.), Universitatsverlag Halle-Wittenberg, 330p, 2016

RASAMOELA L., « L'envers du Fihavanana », Lumière, 12 octobre 1969, N°1744

RAZAFIMPAHANANA B., Changement de régime politique à Madagascar (les évènements de 1991 à Antananarivo), Librairie mixte, Antananarivo (Tananarive), 1993, 153p

République démocratique de Madagascar, Priorités, contraintes et perspectives de développement de l'éducation, Tome I vol I et II, Paris, Unesco, 1986, p.64

ROCHET P., « La jeunesse et la relève », Lumière, 30 novembre 1969, N°1751

ROSES M., Fihavanana local, Fihavanana national, Fihavanana – La vision d'une société paisible à Madagascar. Perspectives anthropologiques, historiques et socio-économiques; Peter Kneitz (dir.), Universitatsverlag Halle-Wittenberg, 330p, 2016

TRONCHON J., « Madagascar : Eglise et non-violence. », In: Autres Temps. Cahiers d'éthique sociale et politique. N°46, 1995. pp. 52-77;

« Y aurait-il à Madagascar une « contestation » larvée ? », Lumière, 1749, 16 novembre 1969